

Séance du lundi 10/02/2014, conférence n°4261, Bull. n°45

« La Grande Guerre », cent ans de mémoire

par Pierre Barral



Monument aux morts de Soubès (Hérault) par Paul Dardé ; photo Jean Pineau

Voici le centenaire de la tragédie qui a ouvert le XX^{ème} siècle. Notre confrère Jules Maurin, mon vieil ami, spécialiste reconnu du sujet, se propose de vous en présenter l'historiographie. Aujourd'hui, je voudrais retracer comment a évolué au fil du temps la mémoire de cette immense épreuve humaine. Car, au sein d'une communauté humaine, le souvenir prend deux formes distinctes et liées. à côté de l'histoire qui se veut scientifique, la mémoire prolonge le passé dans le présent. Le philosophe Paul Ricoeur, a montré, dans un livre pénétrant (*La mémoire, l'histoire, l'oubli*, 2000), que si l'histoire se fonde sur un devoir de vérité, la mémoire manifeste un devoir de fidélité.

Le temps des survivants

Quand la paix revient, les Européens qui ont combattu sont des millions, partout présents, encore jeunes. « Ils ont connu l'incommunicable », dans « le creuset écrira Maurice Genevoix, où nous avons été ensemble, garçons de 1914, précipités et brûlés ». Cependant ils racontent beaucoup (alors que leurs petits-fils reviendront plus silencieux de la guerre d'Algérie). Ils témoignent de la violence et de la compassion, ils associent douleur et fierté. Avec une cristallisation particulière sur l'enfer de Verdun, si horriblement meurtrier. Ce long combat défensif avait été finalement victorieux, à la différence du légendaire Alésia et du plus récent Dien Bien Phu. Et la participation de très nombreuses unités, voulue par le commandement dans un souci de relèvement, en avait amplifié la valeur symbolique.

Souvent ces survivants écrivent : dès 1929, trois cent livres de cette veine sont recensés par un esprit original, Jean Norton Cru. Ce Cévenol, fils de pasteur, qui enseignait dans une petite université américaine, a servi lui-même deux ans dans la tranchée. Son inventaire méthodique, intitulé *Témoins*, relève bien des déformations idéologiques et des exagérations littéraires et il débouche sur une critique sévère. « Jamais génération, conclut-il, n'a tant souffert que la nôtre du fait de la guerre, mais par cela même, aucune n'a été plus favorisée pour établir des vérités et saper des légendes ». Et, avec une grande indépendance de jugement, il classe les ouvrages selon la valeur d'authenticité qu'il leur reconnaît.

Cette « génération du feu » impose sa mémoire collective, d'une ampleur envahissante et persistant. Les associations d'anciens combattants, nées dès 1915, se développent par un foisonnement d'initiatives. Puis des regroupements nationaux s'organisent : l'Union Fédérale (U.F.), plus nombreuse, orientée au centre gauche, rivalise avec l'Union nationale des Combattants (U.N.C.), plus droitiste. Une Confédération nationale, constituée difficilement en 1927, n'assurera qu'une coordination très lâche. Malgré ces tensions internes, « le monde combattant » surgit dans l'après-guerre comme un puissant groupe de pression. Rassemblant en 1930 des centaines de milliers d'adhérents, donc d'électeurs, il se fait écouter des dirigeants politiques de tout bord (qui s'empressent d'invoquer leurs propres titres de guerre). Ce « corporatisme original », écrit son historien Antoine Prost, fait valoir « les avantages d'une forte organisation matérielle et d'une position morale à laquelle on ne peut résister ». « Ils ont des droits sur nous », a proclamé Clemenceau.

Le Parlement adopte ainsi progressivement un faisceau de mesures financières en faveur des veuves, des orphelins (déclarés « pupilles de la nation »), des invalides et des mutilés (et même en 1930 une « retraite du combattant », à l'extension générale). Pour une application minutieuse, il est créé une administration spécialisée, le ministère des Pensions, dont le premier titulaire est André Maginot, politicien populaire car sergent mutilé en 1914. En l'absence alors d'un système général de protection sociale, ce régime en constitue une première ébauche qui concerne beaucoup de monde. Pendant la grande crise des années 30, il sera malaisé d'imposer aux pensions une réduction symbolique de 3 %.

Pour les anciens combattants cependant, le devoir moral est aussi important : ils ne veulent pas laisser oublier le sacrifice des camarades qui sont, selon les formules officielles, « morts pour la France », « au champ d'honneur ». Ce culte de leur mémoire apparaît à Antoine Prost comme « une religion civile ». Les cimetières militaires sont regroupés et entretenus avec soin : le plus spectaculaire est l'Ossuaire de Douaumont, monument imposant au cœur d'une sépulture massive. Au niveau national, il est procédé au tirage au sort d'un

Soldat Inconnu et son cercueil est transféré solennellement devant l'Arc de Triomphe, lieu de mémoire de l'épopée napoléonienne.

Des monuments aux morts communaux, encadrés par une législation assez souple, Antoine Prost, a dressé une typologie et une sémiologie. Il distingue les monuments civiques (une stèle énumérative), les monuments patriotiques (avec un coq, une couronne de lauriers ou un poilu idéalisé), les monuments funéraires, notamment dans les cimetières, qui comportent des emblèmes religieux dans les régions de foi, et la variante funéraire-patriotique (avec un drapeau). Les villes passent commande à des artistes reconnus; le sculpteur Paul Dardé élabore ainsi des œuvres très personnelles, pour Clermont-l'Hérault un mausolée au sens ambigu, pour Lodève un groupe de femmes et d'enfants figés autour d'un gisant.



*Monument aux morts de Lodève (Hérault) par Paul Dardé ; récemment restauré ;
photo Jean Pineau*

Les villages achètent sur catalogue à des entreprises qui fabriquent en série. Les grandes écoles, les administrations, les grosses sociétés, les associations ont à cœur de dresser aussi leur monument commémoratif. Et les colonies françaises honorent de même le sacrifice des tirailleurs, qu'elles ont envoyé défendre à la mère patrie.



Monument aux morts de Rochechouart (Haute-Vienne) ; source Wikipédia

Sur cette vénération universelle des hauts faits de la Grande Guerre, permettez-moi un témoignage personnel. Mon père, de la classe 1921, avait vécu la guerre en lycéen anxieux et il pouvait en raconter l'histoire mois après mois. En 1935, quand j'avais huit ans, il m'emmena au Tricentenaire des Dragons, sur la piste sablée de l'ancien Vél' d'Hiv', et je fus ébloui par ce magnifique carrousel, où se succédaient, en costumes d'époque, les cavaliers de Richelieu, ceux de Louis XIV et ceux de Napoléon. A la fin jaillirent les dragons de 1918, en tenue bleu horizon : tout le monde se leva, d'un bond et en silence. Très impressionné, je demandai à haute voix « pourquoi on se lève, papa ? » et je me fis sèchement reprendre : « Tais-toi ! ». Cette leçon m'inculqua le respect des aînés éprouvés et victorieux. Un peu plus tard, on me conduisit sur le champ de bataille de la Marne, puis sur la tombe d'un oncle tué à Verdun. On me laissa aussi me plonger longuement dans *L'Illustration* des années de guerre, que la famille conservait pieusement. Ainsi naquit ma vocation d'historien.

Il faut bien préciser l'esprit du message que veulent transmettre les anciens combattants. Si leur mouvement exalte la défense de la Patrie, il se veut indépendant de l'institution militaire. Les listes nominatives des monuments aux morts sont classées dans l'ordre alphabétique ou dans l'ordre chronologique ; l'ordre hiérarchique est exceptionnel. Le cortège qui les honore régulièrement le 11 novembre, jour férié depuis 1922, est une manifestation purement civile, il ne défile jamais au pas cadencé. D'autre part, on n'exprime nulle haine envers l'adversaire de naguère et dès 1926, des délégations d'anciens combattants français et allemands peuvent se rencontrer courtoisement à Verdun. La ferveur patriotique n'est nullement belliqueuse, elle se combine avec la volonté de ne plus revoir la guerre. Tous espèrent fermement, avec l'amiral Ronarc'h, qui commanda les fusiliers marins de Dixmude, « que la France ne reverra pas de sitôt une conflagration telle que la Grande Guerre, car il faudrait pour cela que l'humanité fût vraiment folle ». Ce milieu approuve largement la

politique extérieure conciliatrice d'Aristide Briand et à la mort du ministre, sa pression fait donner à de nombreuses rues le nom de cet « apôtre de la paix ».

Si l'on demande la réhabilitation de certains poilus condamnés à tort par des conseils de guerre, ce n'est pas une rébellion globale, mais une volonté d'équité. On ne cherche pas à justifier les mutineries, on conteste seulement quelques exécutions où l'erreur judiciaire paraît flagrante : notamment pour les six fusillés de Vingré (novembre 1914), pour les quatre caporaux de Souain (mars 1915), pour les quatre tirés au sort de Flirey (avril 1915). Les affaires de Souain et de Flirey sont soulevées par la Ligue des Droits de l'Homme, dans la ligne de l'Affaire Dreyfus, mais il est significatif que les condamnations de Vingré soient remises en cause par l'Union nationale des combattants, très respectueuse de la hiérarchie. Un effort long et tenace est nécessaire, face à la mauvaise volonté du commandement et aux réticences des tribunaux. Finalement la pression des anciens combattants obtient une réforme durable de la justice militaire et le règlement des cas litigieux par une Cour spéciale temporaire. A Vingré et à Souain, des inscriptions commémoratives veulent restaurer l'honneur bafoué de soldats courageux. Mais toute sanction contre les gradés responsables est écartée.

Il existe assurément des ailes bruyantes, mais minoritaires. A l'extrême gauche, certains développent un ultrapacifisme de combat, sur le thème « Guerre à la guerre ! » et celui-ci inspire exceptionnellement quelques monuments aux morts (ainsi avec la fameuse inscription « Maudite soit la guerre ! » à Gentioux (Creuse)). Ce courant est soutenu et utilisé par l'Internationale communiste, tout au moins jusqu'au tournant « antifasciste » de 1935. A l'extrême droite, d'autres expriment un ultranationalisme intransigeant, qui dénonce toute concession en diplomatie et qui adopte volontiers un style paramilitaire. En Italie cette révolte violente engendre la dictature fasciste de Mussolini et en Allemagne Hitler y trouve ses premiers partisans. En France, l'émeute du 6 février 1934 commence par une manifestation de l'UNC parisienne, mais c'est son exploitation par les ligues antiparlementaires qui la fait dériver en un drame sanglant. L'organisation des Croix de Feu ne grandira plus tard qu'en devenant un parti classique, le Parti social français (P.S.F.).

Dans la littérature, le courant ultrapacifiste est illustré par Henri Barbusse, par Jean Giono et par Roger Martin du Gard (comme en Allemagne par Erich Maria Remarque). Mais devant l'épopée des poilus, bien d'autres œuvres, tel le *Capitaine Conan* de Roger Vercel, combinent plutôt l'admiration et la compassion. Au cinéma, qui devient à cette époque un art populaire, *J'accuse*, d'Abel Gance, veut dépeindre toute l'horreur de « la grande Tragédie rouge », en achevant un mélodrame classique par le cortège onirique des soldats tués se relevant de leurs tombes. Après son *Napoléon* militariste, le réalisateur en présente en 1938 une version parlée, avec un discours moralisateur, quand il perçoit à l'horizon « l'ombre d'une nouvelle tuerie ». Jean Renoir, qui fut lui-même cavalier puis aviateur, donne une représentation plus réaliste dans *La Grande Illusion*. Sa thèse est qu'entre aristocrates des deux camps, il peut s'esquisser une certaine connivence, mais que dans l'épreuve une solidarité nationale plus forte soude les officiers issus de divers milieux sociaux.

La volonté fondamentale de ne pas voir se répéter la tragédie de 14 – 18, notons-le, pèse lourdement sur l'opinion publique française (comme sur l'opinion publique britannique), lorsqu'Hitler accède au pouvoir outre Rhin et dévoile bientôt sa volonté d'expansion. Faut-il lui résister fermement, ou consentir des concessions, afin de maintenir la paix à tout prix ? Dans ce dilemme, la mémoire du passé conditionne fortement les comportements. Elle suscite une attitude majoritairement conciliatrice chez les citoyens, et au premier chef dans la

paysannerie naguère si éprouvée. En septembre 1938, cette disposition d'esprit fait accepter l'accord humiliant de Munich, qui abandonne la Tchécoslovaquie alliée. Son signataire français Edouard Daladier comprend bien cette réaction, car il a fait jadis quatre ans de campagne dans une unité très éprouvée. Dans un projet de discours, il se qualifie d'« ancien combattant aux prises avec les responsabilités de ma charge et de ma conscience ». Lui-même est toutefois trop lucide pour nourrir des illusions sur la bonne foi du partenaire allemand.

Un regard plus distancié

Survient en septembre 1939 la deuxième guerre mondiale. Les adultes d'âge mûr ont vécu la première, il y a seulement vingt-cinq ans. A partir de Dantzig comme jadis de Sarajevo, l'Histoire semble se répéter. Un ami de ma famille, architecte, avait connu les tranchées de première ligne dans le génie divisionnaire. Avec émotion, il voit son fils, qui a pris sa suite, mobilisé à son tour pour affronter les mêmes dangers. Les généraux aux postes de commandement ont vécu comme jeunes lieutenants le conflit précédent. Du côté français, ils en ont tiré des conclusions défensives, qui leur ont inspiré la construction de la Ligne Maginot. Du côté allemand, ils ont mieux compris les ressources des armes offensives les plus modernes et, par la maîtrise du char et de l'avion, ils arrachent en six semaines une victoire écrasante. Afin de marquer symboliquement la revanche, le Führer fait signer l'armistice dans le wagon de Rethondes, où l'Allemagne avait capitulé le 11 novembre 1918.

Dans ce désastre, le recours de l'immense majorité des Français au maréchal Pétain se fonde sur la confiance des anciens combattants dans le chef victorieux de Verdun, réputé de plus comme « le plus humain », le plus sensible à l'épreuve des poilus. Lors de la révision constitutionnelle de juillet 1940, l'intergroupe des sénateurs anciens combattants apporte un appui déterminant, qui se veut légaliste mais que Pierre Laval manœuvre habilement. Le nouveau régime de l'Etat Français unifie les mouvements, avec l'accord de leurs dirigeants, dans une Légion française des combattants. Et ses rangs s'élargissent des combattants de la campagne de mai 40. « La Légion, dit une propagande, c'est toi, vieux frère de Verdun ! C'est toi, jeune frère des batailles perdues d'avance ! ». Dans cette institution officialisée, « la Révolution nationale » trouve un appui massif lors de grands rassemblements chacun prêtant serment de « continuer à servir la France dans la paix comme je l'ai servie sous les armes ». Cette adhésion est patriotiquement « maréchaliste » plutôt qu'idéologiquement « pétainiste » ; elle affleure encore au printemps de 1944 lors des brefs passages de Pétain à Paris et à Nancy. Par ailleurs, parmi les prisonniers capturés en 1940, des démarches insistantes de Vichy obtiennent des autorités allemandes la libération des anciens combattants de l'autre guerre.

Cependant, la guerre continue et même elle s'amplifie. Outre l'Allemagne, la Grande Bretagne et le Commonwealth, elle implique tour à tour l'Union Soviétique, le Japon et les Etats-Unis, devenant réellement « mondiale » sur deux immenses théâtres d'opérations. Pour tous ces belligérants, totalement engagés, les pertes militaires dépassent les chiffres de 1914 - 1918. Mais pour la France, mise hors-jeu pendant quatre ans, la saignée humaine est cette fois moins lourde : 100 000 morts au combat dans la campagne de 40, 100 000 (plus 200 000 déportés ou prisonniers) entre 1943 et 1945, au lieu d'1 400 000 pendant la Grande Guerre.

Les civils français comparent souvent leur vie avec leur expérience passée : « c'est comme en 14 » ou « ce n'est pas comme en 14 ». Au long de ces années noires, leur existence matérielle est incontestablement plus difficile. Les combats entraînent des destructions d'immeubles et de ponts, sur la Loire en 1940, en Normandie en 1944. Les bombardements

aériens des Alliés frappent bien des habitations proches des gares et des objectifs stratégiques. Au total, 100 000 civils sont directement victimes des opérations. Sur le plan alimentaire, la pénurie est accentuée, car cette fois le pays subit le blocus des Alliés. Il connaît un régime de restrictions radicales qui lui avait été évité en 14 – 18 et la surmortalité qui en résulte est évaluée à 200 000 décès supplémentaires.

Après 1945, la mémoire du premier conflit s'affaiblit, sans disparaître. On célèbre la nouvelle victoire le 8 mai, mais on n'abandonne pas le 11 novembre jugé intouchable. Les anciens combattants de 14 – 18 vieillissent et leurs rangs s'estompent ; la relève par les anciens de la 1^{ère} armée et de la 2^e division blindée (un peu rivaux) est bien moins nombreuse. Plusieurs épisodes révèlent que si la vénération de la grande Guerre est moins bruyante, elle persiste dans la conscience collective de la nation. En 1957, le film américain de Stanley Kubrick *Les sentiers de la gloire*, fiction d'un antimilitarisme contestataire, est interdit en France, et pour longtemps, comme blessant brutalement les sentiments patriotiques. En 1959, un succès de librairie inattendu est réservé au livre *Vie et mort des Français 14 – 18*, écrit par trois vieux enseignants qui ont connu les tranchées. En 1966, pour le cinquantième de la bataille de Verdun, commémoré avec éclat, le général de Gaulle peut s'exclamer : « Combien demeure profond le mouvement des âmes que soulève son souvenir ! ». Il saisit cette occasion pour clore un débat épineux, en refusant le transfert du cercueil de Pétain à Douaumont. En 1967, est inauguré à Fleury sous Douaumont le *Mémorial de Verdun*, structure équilibrée qui honore parallèlement les combattants des deux camps. Maurice Genevoix, qui est devenu secrétaire perpétuel de l'Académie française, lui apporte un précieux patronage. Ayant eu le privilège de l'approcher dans ce cadre, j'ai pu admirer sa simplicité discrètement attentive aux autres.

Désormais, la corporation des historiens peut exploiter les archives, ouvertes après un long délai réglementaire. Mais les chercheurs des générations nées après la Grande Guerre éclairent à l'occasion l'examen des vieux papiers par le témoignage de nos maîtres qui avaient vécu charnellement cette épreuve. Je me rappelle notamment une excursion commémorative de la Société d'histoire moderne en 1967. Au pied de l'escarpement du Chemin des Dames, Henri Contamine a revécu devant nous son angoisse de poilu au matin du 16 avril 1917. Puis près de Berry au Bac, Pierre Renouvin nous a montré le fossé où il avait été grièvement blessé le même jour et il a évoqué avec une sobriété saisissante sa longue attente des secours infirmiers. S'il n'en parlait guère dans ses cours de Sorbonne, nous connaissions tous le geste rapide dont, mutilé du bras gauche et du pouce droit, il enfilait son manteau sans se laisser aider.

Un regain d'intérêt

Depuis les années 80, le souvenir de la Grande Guerre, qui pouvait sembler appelé à s'estomper, a repris en fait une vigueur surprenante. Comme les derniers poilus disparaissent alors, ce sont leurs petits-enfants et leurs arrière-petits-enfants qui portent la mémoire d'une tragédie qu'ils n'ont pas vécue personnellement. Cette mémoire relayée reprend même du terrain sur la mémoire concurrente de la Seconde Guerre mondiale, qui a vieilli à son tour ; elle est plus unanime que celle des « années noires ». 1940-1945, marquées de discordes intestines Cette vitalité d'une tradition bientôt centenaire s'observe dans les divers canaux de notre culture.

Dans l'enseignement scolaire, la guerre de 14-18 n'occupe plus la même place que dans les années 1930, car elle a été refoulée par tout ce qui a suivi, mais elle y demeure bien présente. Dans la transmission des témoignages, des chercheurs tenaces, tel mon collègue Rémi Cazals dans l'Aude, publient des textes inédits, qui dormaient dans les armoires familiales. Cette nouvelle vague complète utilement la collecte antérieure de Jean Norton Cru, en corrigeant son éclairage. Les premiers auteurs étaient en général des hommes très instruits (presque tous bacheliers) ; ceux-ci sont des combattants d'origine plus populaire, notamment le tonnelier audois Louis Barthas et le paysan alsacien Domnik Richert. Après le lieutenant, on entend le poilu de base et sa parole ne compte pas moins.

Les œuvres d'imagination retiennent volontiers le thème de la Grande Guerre. Parmi les romans, citons seulement trois œuvres très personnelles. Dans *Les âmes grises*, Philippe Claudel restitue l'atmosphère glauque d'une bourgade troublée par une exécution sommaire : ses habitants peuvent en outre contempler « les fumées lointaines des explosions » au front, là où « la guerre déroulait son petit carnaval ». Dans *La chambre des officiers*, Marc Dugain décrit avec humanité le retour à la vie des « Gueules cassées », mutilés de la face. Dans un texte intitulé simplement *14*, Jean Echenoz retrace le destin de cinq combattants, en s'attachant aux détails concrets. Au cinéma, Bertrand Tavernier évoque, dans *La vie et rien d'autre*, le déroulement ingrat des rites funéraires après l'armistice. Philippe Noiret y donne au personnage principal une épaisseur humaine qu'il nourrit de l'exemple de son propre père. Et Philippe Torreton incarne à l'écran *Capitaine Conan*, soixante ans après sa création littéraire. A la télévision, de nombreuses émissions utilisent les actualités de l'époque, avec leur rythme accéléré, sans en reprendre certes les dithyrambes patriotiques. La bande dessinée même, plus ludique en apparence, aborde avec Tardi ce sujet tragique.

Cependant, si cette mémoire anime toujours nos médias, elle est fortement influencée par les structures et par les mentalités d'un monde qui a beaucoup changé. Les plus jeunes constituent la première génération qui n'a jamais porté l'uniforme. Et tous nos contemporains, qui admirent toujours le courage des poilus, ne comprenant plus certains comportements. Dans une tragédie aux composantes fort complexes, ils sélectionnent telles attitudes plutôt que telles autres. Et ils les jugent en fonction des valeurs qui sont prônées aujourd'hui. Ce remodelage suscité par l'évolution des mentalités contredit la démarche plus froide de l'histoire, qui aspire à retrouver la réalité vraie du temps passé ; elle fausse la perception de cette réalité, en succombant à la déformation inconsciente qu'on qualifie d'anachronisme.

D'une part, le risque d'une troisième guerre mondiale ne s'est pas concrétisé. Lorsque les crises graves de la « Guerre Froide » ont surgi, les dirigeants des deux superpuissances ont arrêté à temps l'enchaînement fatal des initiatives militaires. Ils ont eu la sagesse de négocier des compromis, à Berlin, en Corée (après beaucoup de sang versé.) et enfin à Cuba. Si plusieurs nations européennes ont mené leurs dernières guerres coloniales, une paix durable s'est établie sur le continent depuis 1945. Les anciens belligérants se sont sincèrement réconciliés et ont même entrepris un long processus d'Union confédérale. Lorsque le président François Mitterrand se rend à Sarajevo bombardé en juin 1994, au quatre-vingtième anniversaire de l'attentat, ce geste symbolique et courageux signifie seulement une médiation dans un conflit régional localisé ; le successeur de Raymond Poincaré n'a plus à craindre une conflagration générale. Nos contemporains ont donc beaucoup de peine à comprendre comment celle-ci a pu naître en 1914 d'un engrenage fatal. De ce « vaste carnage », écrit un journaliste du *Monde* (23 mars 2012), « les écoliers, depuis des années, peinent à mémoriser les causes, tant elles sont confuses, et en un mot, imbéciles » ; « rien, absolument rien, ajoute-

t-elle, ne justifiait ce conflit qu'on entreprit avec un enthousiasme stupéfiant ». Conclusion impitoyable, évidemment insoutenable pour l'historien.

D'autre part, la terrible épreuve des poilus, qui a suivi, n'est guère accessible à nos contemporains. Ce rejet vaut déjà pour les conditions matérielles du combat (que reconstitue concrètement avec bonheur l'*Historial* de Péronne, ouvert dans la Somme en 1994). Une infanterie paysanne, familière des pénuries et des intempéries, a supporté cinq ans dans les tranchées, la pluie, le froid, la boue. On ne l'imagine pas pour les jeunes de notre société de consommation, protégée et climatisée, au niveau de vie élevé par une longue croissance. Et surtout, on ne saurait accepter aujourd'hui une saignée humaine d'une telle ampleur. Dans un élan compassionnel, les combattants de 14-18 apparaissent désormais comme des victimes, non plus comme les héros qu'on glorifiait jadis, et même pas comme les acteurs lucides qu'ils voulaient être en réalité. Et le discours contestataire des nationalistes corses et autonomistes bretons met en avant le fort pourcentage des tués dans leur région. (une donnée due en fait à l'affectation des paysans dans l'infanterie, non à une discrimination du commandement).

Les médias valorisent actuellement les actes de révolte, en amplifiant leur extension et leur portée. Un film sur un moment de fraternisation entre ennemis, *Noël 14*, connaît le succès. Un texte antimilitariste de 1916, *La Chanson de Craonne*, est souvent cité dans les manuels scolaires ; mais assurément, son interprétation est infléchie diversement par l'orientation personnelle du maître. Les condamnations pour indiscipline sont remises en cause globalement et on tend avec excès à attribuer indistinctement les exécutions à une perversité du commandement, « fusiller pour l'exemple ». En 1997, Lionel Jospin, premier ministre, entreprend une certaine réhabilitation des mutins dans un discours au Chemin des Dames. Il pèse certes ses mots : « ces soldats, « fusillés pour l'exemple » au nom d'une discipline dont la rigueur n'avait d'égale que la dureté des combats, réintègrent aujourd'hui pleinement notre mémoire collective nationale ».

En général, les commémorations officielles prolongent l'hommage traditionnel, en le complétant d'une ouverture à l'ancien adversaire. Le 22 septembre 1984, devant les tombes de Douaumont, le président Mitterrand tend la main au chancelier Kohl, et la photographie fait le tour du monde. Le 11 novembre 2009, le président Sarkozy associe la chancelière Merkel à la cérémonie de la flamme, sur la dalle du Soldat Inconnu. Et, comme pour le Bicentenaire de la Révolution en 1989, une mission étatique a été créée pour le Centenaire de la guerre de 1914 – 1918, avec un comité scientifique animé par l'historien Antoine Prost. Un programme commémoriel sera transmis par quelques temps forts, ainsi que par une action pédagogique en direction des jeunes générations. On veille à éviter toute confusion avec le 70ème anniversaire du débarquement de Normandie, qui sera célébré en une cérémonie distincte.



Au terme de ce panorama, je reprendrai la formulation affinée de Pierre Nora. Pour le promoteur du vaste programme des *Lieux de mémoire*, si « l'histoire est la reconstruction, toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus », « la mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants et, à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente dans ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations, susceptible de longues latences et de soudaines revitalisations ». Et, dans le cas de « la Grande Guerre », je m'associerai au souhait de Paul Ricoeur, parvenir à « un stade où viendraient à se recouvrir parfaitement d'une part une mémoire instruite, éclairée par l'historiographie, d'autre part une histoire savante devenue capable de ranimer la mémoire déclinante » (p.179). Aux déformations inévitables de la mémoire, l'histoire apporte le correctif que les Grecs ont appelé *φάρμακον*. S'agit-il d'un « remède » ou d'un « poison » ? demande Ricoeur. Au mot grec ambigu, je donnerai ici assurément le premier sens, derrière les représentations collectives, chercher à saisir, comme nous y a invité l'Allemand Ranke, « ce qui s'est réellement passé ».